



RAPPORT
FINANCIER

2 0 1 0

DU PREMIER
SEMESTRE

ENTREPOSE Contracting

Société Anonyme au capital de 5 164 310 euros
Siège social : 165, boulevard de Valmy - 92700 Colombes
R.C.S. 410 430 706 Nanterre

RAPPORT FINANCIER DU PREMIER SEMESTRE 2010

A. <u>RAPPORT D'ACTIVITE DU PREMIER SEMESTRE 2010</u>	3
1. ACTIVITE DU GROUPE AU PREMIER SEMESTRE 2010	4
1.1 ORGANIGRAMME OPERATIONNEL SIMPLIFIE	4
1.2 COMPTES CONSOLIDES AU 30 JUIN 2010	4
1.3 EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS AU COURS DU PREMIER SEMESTRE ET INCIDENCE SUR LES COMPTES.....	5
1.4 ACTIVITE PAR ZONE GEOGRAPHIQUE - PRINCIPAUX CONTRATS	6
2. PROGRES REALISES ET DIFFICULTES RENCONTREES	10
3. EVOLUTION PREVISIBLE ET PERSPECTIVES D'AVENIR DU GROUPE	10
4. EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE	10
B. <u>COMPTES SEMESTRIELS CONDENSES AU 30 JUIN 2010</u>	11
C. <u>ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL</u>	41
D. <u>RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2010</u>	42

A. RAPPORT D'ACTIVITE DU PREMIER SEMESTRE 2010

ENTREPOSE Contracting est un entrepreneur international de projets clés en main dans l'énergie bénéficiant d'un positionnement historique sur deux métiers de l'activité *onshore* : les « projets de traitement et de transport » et les « réservoirs de stockage » pour les produits gaziers et pétroliers, dans des marchés particulièrement attentifs au respect des normes de qualité, hygiène, sécurité, sûreté et protection de l'environnement. Son expérience et son savoir-faire reconnus au niveau mondial lui permettent de répondre aux appels d'offres ayant les exigences les plus contraignantes et au niveau de performance le plus élevé. Ces deux lignes de métiers historiques ont été regroupées au sein du segment d'activité unique « PROJETS ».

Grâce à l'acquisition du groupe GEOCEAN en 2006, le Groupe a développé une offre connexe en activité *offshore* peu profond (*shallow water*) et suit cette activité dans un segment d'activité distinct : les « OPERATIONS COTIERES ». Le groupe GEOCEAN se positionne comme un spécialiste des travaux maritimes à l'international, principalement centré sur la pose de *pipelines* en zones côtières et la réalisation des atterrages correspondants au service de l'industrie pétrolière et gazière et de l'environnement. Le groupe GEOCEAN a notamment déployé son activité au cours du semestre en Libye, au Cameroun et en Nouvelle Calédonie principalement.

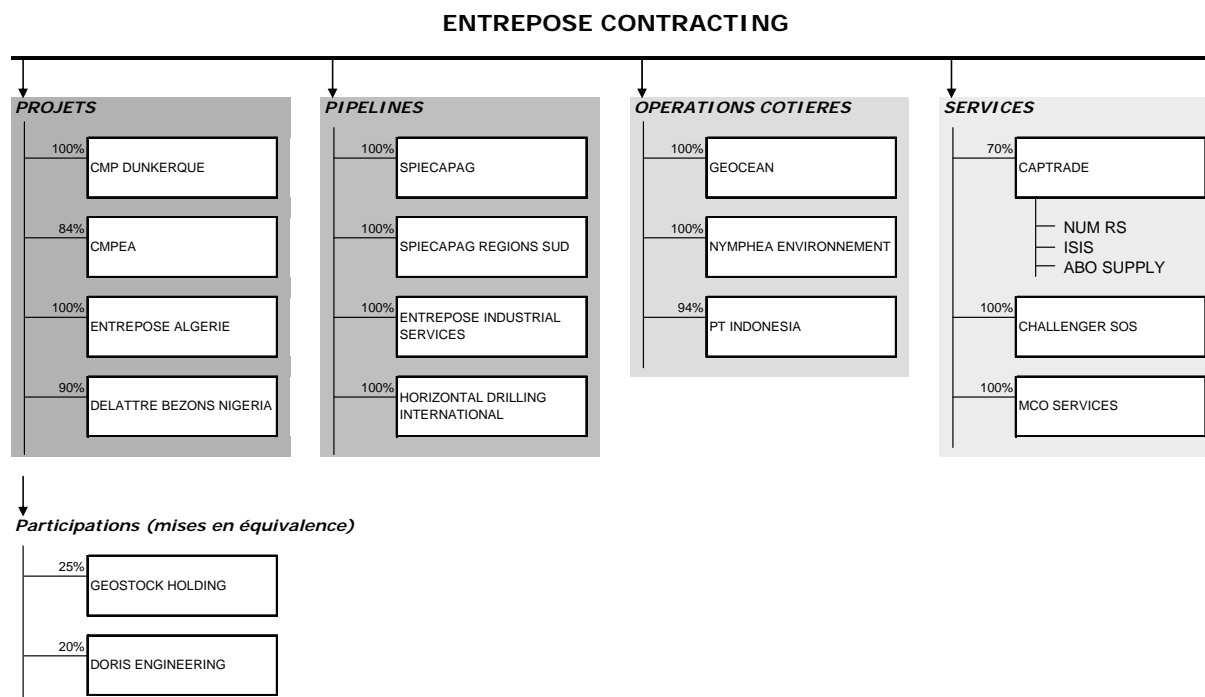
Le Groupe ENTREPOSE Contracting a continué à développer son offre d'activités et son positionnement géographique avec l'acquisition du groupe SPIECAPAG en 2007. Cette activité est suivie au travers du segment « PIPELINES ». Le groupe SPIECAPAG propose son expertise en ingénierie, fourniture et construction de *pipelines onshore* et de stations de compression aux clients de l'industrie pétrolière et gazière, ainsi qu'aux collectivités. Le groupe SPIECAPAG a déployé son activité au cours du semestre principalement en Afrique (Angola et Afrique du Sud) et en Océanie, outre son activité récurrente en France métropolitaine.

Faisant suite à l'acquisition en décembre 2008 de CHALLENGER SOS, ENTREPOSE Contracting a acquis, le 30 juillet 2009, 70% du groupe CAPTRADE et ainsi significativement renforcé sa nouvelle ligne d'activité de services, répondant ainsi à la volonté du Groupe de renforcer sa proximité avec ses clients en étant présent à toutes les étapes de la vie des projets. Les performances de cette activité sont retracées au travers du segment « SERVICES » créé en 2009. Cette ligne de métier rend compte également de l'activité de la société MCO Services.

1. ACTIVITE DU GROUPE AU PREMIER SEMESTRE 2010

1.1 Organigramme opérationnel simplifié

Au 30 juin 2010, l'organigramme du Groupe se présente de la façon suivante (périmètre simplifié) :



Les pourcentages indiqués correspondent aux pourcentages de contrôle. Cet organigramme ne constitue pas un organigramme juridique.

Renvoi 1.3 pour les variations intervenues au cours du semestre.

1.2 Comptes consolidés au 30 juin 2010

Les comptes semestriels condensés, tels que revus par le Conseil d'Administration, font ressortir un chiffre d'affaires consolidé hors taxes de 397,9M€ et un résultat consolidé part du Groupe de 21,2 M€ soit une augmentation de +35,0% sur le chiffre d'affaires et de +55,5% sur le résultat comparé au premier semestre 2009. A taux de change et périmètre constants, le chiffre d'affaires du premier semestre ressort à 354,3 millions d'euros, soit une croissance de +20,2%.

Le bilan consolidé fait apparaître un total de 726,8 M€ au 30 juin 2010.

1.3 Événements importants survenus au cours du premier semestre et incidence sur les comptes

Reclassement des titres EIS

Dans le but de rassembler au sein d'un même pôle opérationnel ses activités de PIPELINES, ENTREPOSE Contracting a cédé, le 4 janvier 2010, les titres qu'elle détenait dans le capital de sa filiale britannique ENTREPOSE Industrial Services à sa filiale SPIECAPAG. Ce reclassement n'a aucune incidence sur le périmètre des comptes consolidés du Groupe.

Acquisition de la société HDI

Pour rappel, la filiale SPIECAPAG a fait l'acquisition le 8 janvier 2010 de la société HORIZONTAL DRILLING INTERNATIONAL (HDI), société créée en 1984 et spécialisée dans les travaux de forages horizontaux dirigés. HDI a réalisé en 2008 un chiffre d'affaires de 12,3 M€ et en 2009 de 16 M€. Cette acquisition stratégique permet d'étendre l'expertise du Groupe dans la pose de canalisations en zones sensibles. L'activité de HDI est consolidée par intégration globale dans les comptes du Groupe à compter du 1^{er} janvier 2010. La contribution de HDI dans les comptes consolidés du Groupe au 30 juin 2010 représente un chiffre d'affaires consolidé de 3,0 M€ et un résultat net consolidé de 0,7 M€.

Acquisition de parts complémentaires dans le capital de CMPEA

ENTREPOSE Contracting a acquis en juin 2010 des parts sociales complémentaires dans le capital social de sa filiale CMPEA (SARL) pour un prix de 128,6 K€. Cette modification intervenue courant juin 2010 n'a pas d'incidence significative sur les comptes du premier semestre. Le pourcentage de contrôle est porté à 84% au 30 juin 2010 (contre 52% au 31 décembre 2009).

Augmentation de capital

Au cours du premier trimestre 2010, le capital de la Société a été augmenté d'un montant de 49 297 €, conséquence de l'attribution définitive aux salariés de 49 297 actions de la Société. Ce plan d'attribution gratuite d'actions a été décidé par le Conseil d'administration le 22 février 2008, sur le fondement de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 8 juin 2007. A la suite de cette augmentation, le montant du capital social a été porté à 5 164 310 €.

Reclassement des titres DORIS

Le 30 juin 2010, la société ENTREPOSE Contracting a procédé à la cession de la participation qu'elle détenait dans le capital de la société DORIS ENGINEERING à sa filiale DELATTRE BEZONS. Cette cession a été effectuée pour un prix de 6,2 M€ pour la totalité des 44 642 actions de DORIS ENGINEERING détenues par ENTREPOSE Contracting. Ce reclassement n'a aucune incidence sur le périmètre des comptes consolidés du Groupe.

1.4 Activité par zone géographique - Principaux contrats

Le premier semestre 2010 a été marqué par la poursuite de la réalisation de chantiers importants pour le Groupe dans le domaine des PIPELINES, en Afrique du Sud et en Angola, ainsi que dans le domaine des PROJETS en Algérie avec l'affaire KBR Skikda et aux Pays-Bas avec l'affaire GATE LNG. Dans le domaine des OPERATIONS COTIERES, l'activité a été marquée principalement par la poursuite des travaux de réalisation de prises et rejets d'eau de mer pour le refroidissement de la centrale thermique de Syrte, pour le client public libyen Gecol, ainsi que par l'installation de conduites gaz et eau sur le site de Rio del Rey au Cameroun.

Au cours du semestre, des prises de commandes significatives ont été enregistrées par le Groupe, notamment dans le domaine des PIPELINES, avec en particulier l'entrée en carnet du contrat PNG (Papouasie Nouvelle-Guinée) signé avec ExxonMobil. Au 1^{er} juillet 2010, le Groupe affiche un carnet de commandes de 1 051 M€, en augmentation par rapport au niveau atteint au 1^{er} janvier 2010 (728 M€), tout en réalisant un chiffre d'affaires en forte hausse sur le semestre à hauteur 397,9 M€.

Sur le semestre, le total des entrées en carnet de commandes a atteint 721 M€. La prise de commande la plus significative a concerné le contrat de gazoducs conclu entre SPIECAPAG et ExxonMobil en Papouasie Nouvelle-Guinée. Annoncé en décembre 2009, il a été intégré en carnet de commandes au cours du premier trimestre 2010 suite à la levée de l'ensemble des conditions suspensives à son entrée en vigueur définitive.

Fort de ces prises de commandes, le carnet du Groupe à fin juin 2010 représente l'équivalent de près de 19 mois d'activité (hors activité SERVICES)¹, offrant ainsi une bonne visibilité sur le deuxième semestre.

L'activité du Groupe par zone géographique est détaillée ci-après, pour les principaux contrats ayant généré de l'activité au cours du premier semestre 2010.

1.4.1. Europe

France métropolitaine et DOM TOM

En France, le Groupe développe son expertise en matière de réservoirs de stockage à travers ses filiales françaises CMP Dunkerque, spécialisée dans les activités de chaudronnerie lourde pour la construction des réservoirs de stockage, et CMPEA, spécialisée dans l'ingénierie des réservoirs.

L'activité récurrente du segment PIPELINES y est portée par SPIECAPAG Régions Sud. La filiale SPIECAPAG Régions Sud développe ses métiers de la canalisation eau et gaz, de la tuyauterie industrielle et des réseaux neige, principalement dans le sud-ouest de la France, sur un marché de collectivités territoriales et de clients industriels. L'activité de SPIECAPAG Régions Sud, qui avait subi en 2009 un ralentissement lié à la crise économique et financière, renoue avec un niveau plus soutenu en ayant reconstitué son carnet de commandes.

ENTREPOSE Contracting a poursuivi les travaux de construction d'un stockage de gaz souterrain pour GDF Suez à Trois Fontaines L'Abbaye (Marne). Ce contrat, d'un montant total de 34,3 M€, avait démarré début 2008. La livraison est prévue fin 2010.

¹ Estimation basée sur le chiffre d'affaires constaté sur 12 mois glissants.

Enfin, en Nouvelle-Calédonie, GEOCEAN réalise le contrat de 16 M€ signé avec Koniambo Nickel SAS pour la fabrication et l'installation d'une canalisation sous-marine d'une longueur de 6,5 kilomètres. Entré en carnet en fin d'exercice 2009, ce contrat génère un chiffre d'affaires sur le semestre de 8 M€. La réception provisoire de ce projet est prévue en octobre 2010.

Pays-Bas

ENTREPOSE Contracting, en association avec Techint, Sener et VINCI Construction Grands Projets, a signé fin 2007 un contrat EPC (*engineering, procurement, construction*) de trois réservoirs LNG de 180 000 m³ sur le port de Rotterdam, pour le client GATE, une association Gasunie/Vopak. La part d'ENTREPOSE Contracting s'élève à 137 M€, et la mise en service est prévue fin 2011. Ce contrat est en cours de réalisation.

Espagne

ENTREPOSE Contracting a poursuivi au cours de l'exercice la construction d'un réservoir cryogénique de 155 000 m³ à Huelva, en association avec le groupe espagnol de construction Acciona réalisé pour le client Enagas. La livraison de ce contrat, dont la quote-part pour ENTREPOSE Contracting s'élève à 32,0 M€, doit intervenir fin 2010.

Royaume-Uni

Au cours du semestre, l'activité du Groupe au Royaume-Uni a été peu soutenue. Elle est essentiellement portée au travers de ENTREPOSE Industrial Services, filiale de SPIECAPAG.

1.4.2. Afrique

Algérie

Le Groupe est présent en Algérie au travers de sa filiale ENTREPOSE Algérie qui réalise des travaux de proximité pour des clients tels que Sonatrach et Sonelgaz notamment, ainsi que de la co-traitance pour les affaires d'ENTREPOSE Contracting.

Outre l'activité propre d'ENTREPOSE Algérie, l'activité du Groupe sur le semestre en Algérie a été principalement marquée par la réalisation de plusieurs projets :

- pour ENTREPOSE Contracting, le contrat signé avec Kellogg Brown & Root International pour la réalisation de trois réservoirs cryogéniques, dont un de 150 000 m³, pour un montant total de 151,3 M€. Les travaux de construction ont démarré au cours du premier semestre 2009. La livraison est prévue au deuxième semestre 2011.
- pour SPIECAPAG, en partenariat avec le groupe Technicas Reunidas, un contrat EPC (*Engineering, Procurement, Construction*) d'une station de compression de gaz à Beni Saf pour Medgaz, pour un montant dont la quote-part de SPIECAPAG s'élève à 66,8 M€; la réception définitive est prévue en fin d'année 2011.

Libye

GEOCEAN a obtenu en 2008 un contrat pour la réalisation de prises et rejets d'eau de mer pour le refroidissement de la centrale thermique de Syrte, pour le client public libyen Gecol, pour un montant de 147,8M€. Ce contrat est réalisé en association avec ENTREPOSE Contracting. Les travaux ont démarré en 2009, pour une livraison de l'ouvrage prévue en janvier 2013.

Nigeria

Dans un environnement sensible, le Groupe est présent au Nigeria à travers sa filiale DELATTRE BEZONS Nigeria (DBN) et poursuit son activité dans ce pays.

Le leadership du Groupe dans ce pays sur le segment des réservoirs cryogéniques est conforté par la construction des réservoirs du train numéro 6 de l'usine de NLNG de Bonny Island pour Nigeria LNG. Dans le cadre du train 6, le Groupe a construit depuis 2005 trois réservoirs cryogéniques de GPL et GNL d'une capacité de 85 000 m³ pour le plus grand (projet OSBL), et réalisé un système d'instrumentation et de contrôle (projet ASI) d'une partie des installations de l'île de Bonny, pour le client Nigeria LNG. Ces deux contrats représentent un volume d'activité de 417 M€. Ces projets sont aujourd'hui en phase finale d'achèvement.

Au cours de l'exercice 2009, ENTREPOSE Contracting, conjointement avec DBN, a poursuivi l'exécution du contrat signé avec WAGP Co (valeur du contrat de 55,9 M€) portant sur la réalisation de la station de compression de Lagos Beach. Cet ouvrage s'inscrit dans le cadre du Projet de gazoduc ouest africain (*West African Gas Pipeline*).

Bénin

Dans le prolongement du projet WAGP au Nigeria pré-cité, ENTREPOSE Contracting a signé un contrat avec ce même client pour la construction, l'installation et le *pre-commissioning* d'une station de régulation et de comptage au Bénin pour un montant de 4,2 M€. Les travaux sont en cours et devraient être achevés au cours de l'exercice 2010.

Cameroun

GEOCEAN a réalisé au cours du semestre un contrat de 11,8 M€ pour l'installation de trois conduites gaz et eau d'une longueur de 13 kilomètres sur le site de Rio del Rey au Cameroun.

Afrique du Sud

En association à 50/50 avec South Africa's Group Five, SPIECAPAG a remporté en mai 2008 un contrat auprès de Transnet, une compagnie publique sud africaine de transport logistique, pour la construction d'un *pipeline* multi-produits entre Durban et Johannesburg. Ce contrat a fait l'objet d'avenants successifs, portant le montant total à 153,7 M€ (part Groupe).

Les travaux de construction sont en cours et la date de réception définitive est prévue en 2011.

Angola

Au cours du semestre, SPIECAPAG a poursuivi la réalisation du contrat obtenu auprès de Angola LNG Limited pour le développement du segment *nearshore/onshore* d'un réseau de gazoducs, pour un montant contractuel de 321 M\$. Les actionnaires d'Angola LNG Limited sont des sociétés affiliées à Chevron ainsi que Sonangol, BP, Total et ENI. Les travaux sont en cours à la clôture du 30 juin 2010 et devraient s'achever au plus tard au début de l'année 2011.

1.4.3. Moyen-Orient

Qatar

Dans le cadre d'une joint-venture constituée avec VINCI Construction Grands Projets (leader) et QDVC (Qatari Diar 51%, VINCI Construction Grands Projets 49%), ENTREPOSE Contracting a obtenu au cours du premier semestre 2009 un contrat pour la construction de stations de pompage d'eaux usées de la ville de Doha au Qatar auprès de l'Autorité des Travaux Publics PWA Ashghal. Le montant total du contrat est de 358,7 millions d'euros, la quote-part d'ENTREPOSE Contracting représente 30%. ENTREPOSE Contracting est plus particulièrement en charge de la réalisation d'une station de relevage d'eaux usées, d'une station de transfert, de trois pipelines de fonte et des unités périphériques. La durée de réalisation de ce projet est de 33 mois. Les travaux sont actuellement en cours.

1.4.4. Amériques

Mexique

CMP Dunkerque a démarré en 2008 la fabrication de vingt sphères de stockage pour le client mexicain Grupo Zeta, pour un montant total de 26 M€. La dernière expédition a eu lieu au cours de ce semestre.

2. PROGRES REALISES ET DIFFICULTES RENCONTREES

Le premier semestre 2010 présente une activité plus intense qu'au cours de la même période de l'exercice précédent.

Certaines difficultés inhérentes aux métiers du Groupe ont été rencontrées sur des contrats en phase terminale. Le Groupe, conformément à sa politique, a mis en œuvre les moyens nécessaires pour les traiter au mieux et a enregistré dans ses comptes, le cas échéant, les surcoûts correspondants, notamment dans les provisions pour risques et charges. Les améliorations liées à ces actions sont attendues au cours de l'exercice 2010.

Le Résultat net du Groupe au 30 juin 2010 est toutefois en ligne avec les prévisions budgétaires, et en accroissement par rapport au 30 juin 2009, récompensant ainsi la gestion prudente par le Groupe de ses affaires.

3. EVOLUTION PREVISIBLE ET PERSPECTIVES D'AVENIR DU GROUPE

Comme évoqué au point 1.4 ci-dessus, le niveau du carnet de commandes au 1^{er} juillet 2010 reste significativement élevé (1 051 M€) et offre donc une bonne visibilité sur la fin de l'exercice en termes d'activité.

L'exercice 2010 profite également du chiffre d'affaires du segment SERVICES dont l'activité est désormais reflétée dans les comptes sur la base d'une année pleine. A plus long terme, compte tenu de la nature des opérations qu'elle réalise, cette ligne de métier sera propice à accroître la récurrence de l'activité, à pérenniser la présence chez les clients et à assurer un meilleur développement géographique au profit du Groupe.

L'exercice 2010 bénéficiera en outre de la montée en puissance progressive de l'activité à réaliser en Papouasie Nouvelle-Guinée pour le client ExxonMobil et dont les travaux vont se dérouler jusque début 2013.

En outre, l'activité commerciale se concrétise par la remise d'offres dont certaines devraient se traduire par la signature de nouveaux contrats.

Enfin, le Groupe continue à exercer une veille économique et stratégique et étudie des dossiers de prises de participations afin de compléter son offre de projets et de services.

4. EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE

Cf. notes aux états semestriels condensés, note 19.

B. COMPTES SEMESTRIELS CONDENSES AU 30 JUIN 2010
en milliers d'euros

Compte de résultat consolidé (*)	note	30 juin 10	30 juin 09
Chiffre d'affaires	(15)	397 851	294 770
Produits des activités ordinaires		397 851	294 770
Charges opérationnelles		(363 401)	(278 269)
Résultat opérationnel sur activité	(15)	34 450	16 501
Paiements en actions		(496)	(581)
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	(8)	4 065	1 316
Résultat opérationnel		38 019	17 236
Coût de l'endettement financier brut		(89)	(157)
Produits financiers de placements de trésorerie		426	1 223
Coût de l'endettement financier net		337	1 066
Autres produits et charges financiers	(16)	(4 755)	508
Charge d'impôts sur le résultat	(17)	(11 836)	(4 955)
Résultat net		21 765	13 855
Intérêts minoritaires		547	211
Résultat net de l'exercice - part Groupe		21 218	13 644
Résultat net		21 765	13 855

<i>Résultat net par action (en euros)</i>	4,23	2,72
<i>Résultat net dilué par action (en euros)</i>	4,23	2,72

(*) Une nouvelle présentation du compte de résultat consolidé a été retenue à compter de 2010. Des reclassements sont intervenus dans la présentation des comptes au 30 juin 2009. Cf. notes 4.1 et 20 des notes aux états financiers.

en milliers d'euros

Etat du résultat global consolidé		30 juin 10	30 juin 09
Résultat de la période (y compris part des minoritaires)		21 765	13 855
Ecarts de change survenant lors de la conversion des activités à l'étranger		3 403	1 935
Ecarts actuariels sur des régimes à prestations définies		0	(529)
Partie efficace de la variation de juste valeur des couvertures de flux de trésorerie		247	(4 170)
Impôt sur éléments portés directement en capitaux propres		(82)	1 617
Résultat net comptabilisé directement en capitaux propres		3 568	(1 147)
Résultat global de la période		25 333	12 708
attribuables aux :			
Actionnaires de la société mère		24 728	12 430
Minoritaires		605	278

en milliers d'euros

Bilan consolidé	note	30 juin 10 <i>Valeurs nettes</i>	31 déc. 09 <i>Valeurs nettes</i>
ACTIFS NON COURANTS			
Goodwill	(6)	68 735	66 507
Autres immobilisations incorporelles		1 285	1 248
Immobilisations corporelles		39 617	35 558
Participation dans les entreprises associées	(8)	17 333	15 777
Autres actifs financiers		3 749	2 921
Impôts différés actif	(18)	7 359	5 940
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		<u><u>138 078</u></u>	<u><u>127 951</u></u>
ACTIFS COURANTS			
Stocks et en cours		6 711	4 875
Avances et acomptes versés sur commandes	(9)	13 179	11 853
Créances clients et comptes rattachés	(9)	221 930	179 516
Actifs d'impôts exigibles		1 841	2 408
Autres débiteurs	(9)	53 843	23 454
Charges constatées d'avance	(9)	11 970	9 870
Autres actifs financiers		6 122	1 239
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(10)	273 098	189 934
TOTAL ACTIFS COURANTS		<u><u>588 694</u></u>	<u><u>423 149</u></u>
TOTAL DES ACTIFS		<u><u>726 772</u></u>	<u><u>551 100</u></u>

en milliers d'euros

Bilan consolidé	note	30 juin 10 <i>Valeurs nettes</i>	31 déc. 09 <i>Valeurs nettes</i>
Capital social	(11)	5 164	5 115
Réserves consolidées		92 580	69 921
Réserves de conversion		3 432	202
Résultat - part Groupe		21 218	31 921
CAPITAUX PROPRES - Part Groupe		<u>122 394</u>	<u>107 159</u>
Intérêts minoritaires		<u>99</u>	<u>(150)</u>
TOTAL CAPITAUX PROPRES		<u>122 493</u>	<u>107 009</u>
Provisions pour pensions et avantages assimilés (part >1 an)		5 112	4 567
Provisions	(12)	11 329	9 812
Emprunts et dettes financières (part > 1 an)		3 593	2 673
Autres passifs financiers	(6)	16 322	15 679
Impôts différés passifs	(17)	582	556
TOTAL PASSIFS NON COURANTS		<u>36 938</u>	<u>33 287</u>
PASSIFS COURANTS			
Provisions pour pensions et avantages assimilés (part <1 an)		600	519
Provisions	(12)	22 259	20 637
Emprunts et dettes financières (part < 1 an)		6 035	828
Avances et acomptes reçus	(14)	79 934	59 151
Fournisseurs et comptes rattachés		217 687	161 828
Dette d'impôt exigible		11 403	2 425
Autres dettes	(13)	53 165	40 516
Produits constatés d'avance	(14)	172 361	119 038
Autres passifs financiers	(13)	3 897	5 862
TOTAL PASSIFS COURANTS		<u>567 341</u>	<u>410 804</u>
TOTAL DES PASSIFS ET DES CAPITAUX PROPRES		<u>726 772</u>	<u>551 100</u>

Variation des capitaux propres consolidés

(en milliers d'euros)	Capital	Réserves légales	Primes d'émission	Autres réserves consolidées	Réserve de juste valeur	Actions auto-détenues	Réserves de conversion	Résultat de l'exercice	TOTAL Capitaux propres Part Groupe	Intérêts Minoritaires	TOTAL Capitaux propres
31 déc. 08	5 025	503	24 726	41 119	0	(177)	29	18 041	89 266	41	89 307
Reprise du résultat n-1				18 041				(18 041)			
Résultat global de la période	0	0	0	(327)	(2 755)	0	1 868	13 644	12 430	278	12 708
Dividendes versés				(6 020)					(6 020)		(6 020)
Variation intérêts minoritaires									0	(466)	(466)
Charge IFRS 2				379					379		379
Actions propres						38			38		38
30 juin 09	5 025	503	24 726	53 192	(2 755)	(139)	1 897	13 644	96 093	(147)	95 946

31 déc. 09	5 115	511	29 058	40 647	(165)	(130)	202	31 921	107 159	(150)	107 009
Reprise du résultat n-1				31 921				(31 921)			
Résultat global de la période	0	0	0	0	165	0	3 345	21 218	24 728	605	25 333
Dividendes versés				(9 282)					(9 282)	(87)	(9 369)
Augmentation de capital	49			(49)					0		0
Variation intérêts minoritaires									0	(269)	(269)
Charge IFRS 2				(202)					(202)		(202)
Actions propres						(41)			(41)		(41)
Compléments d'acquisition de minoritaires				50					50		50
Retraitement divers				(18)					(18)		(18)
30 juin 10	5 164	511	29 058	63 067	0	(171)	3 547	21 218	122 394	99	122 493

Tableau des flux de trésorerie
en milliers d'euros

Flux de trésorerie liés à l'activité	note	30 juin 10	31 déc. 09
± Résultat net de l'exercice		21 765	32 318
± Part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	(8)	(4 065)	(3 834)
± Amortissements		4 879	8 353
± Variation des provisions		557	(2 492)
+ Paiement en actions (IFRS2)		139	1 163
- Plus et moins values de cession, nettes d'impôt		(690)	(1 016)
- Intérêts payés		(337)	(1 326)
± Charge d'impôts (y compris impôts différés)	(17)	11 836	6 423
± Variation de juste valeur des éléments financiers		(568)	1 290
= Capacité d'autofinancement		33 516	40 879
± Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		61 470	19 851
= Flux de trésorerie provenant des activités		94 986	60 730
- Impôts sur le résultat payés		(2 343)	(9 106)
= Flux de trésorerie générés par l'activité		92 643	51 624
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement			
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		(7 753)	(20 284)
- Acquisition de participations consolidées	(6)	(7 621)	(25 311)
- Acquisition de participations non consolidées		(25)	(628)
+ Cessions d'immobilisations		1 549	4 919
+ Variation du besoin en fonds de roulement lié aux opérations d'investissement		0	380
+ Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	(8)	2 550	1 313
= Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement		(11 300)	(39 611)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement			
- Dividendes versés aux actionnaires		(9 282)	(6 020)
- Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		(87)	(8)
+ Intérêts reçus et versés		337	1 326
± Variation juste valeur constatée directement en capitaux propres		(41)	47
+ Émissions d'emprunt		6 397	461
- Remboursements d'emprunt		(464)	(1 168)
= Flux de trésorerie liés aux opérations de financement		(3 140)	(5 362)
= Variation de trésorerie		78 203	6 651
Trésorerie d'ouverture		189 244	181 344
± Ecart de conversion		5 089	1 249
Trésorerie de clôture (A)		272 536	189 244

Note

(A) La trésorerie est la somme des :

Valeurs mobilières de placement :	134 684	134 051
Disponibilités :	138 414	55 884
Découverts bancaires :	(562)	(691)
	<u>272 536</u>	<u>189 244</u>

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

30 JUIN 2010

(en milliers d'euros sauf indications contraires)

ENTREPOSE Contracting (« la Société ») est une entreprise domiciliée en France dont le siège social est situé au 165 boulevard de Valmy, 92707 Colombes Cedex.

Les états financiers consolidés de la Société pour les six mois écoulés au 30 juin 2010 comprennent la Société et ses filiales (« le Groupe ») et la quote-part du Groupe dans les entreprises associées ou sous contrôle conjoint.

NOTE 1 – Activités du Groupe

Le Groupe ENTREPOSE Contracting est un entrepreneur de projets industriels clés en main au service de l'industrie du pétrole, du gaz et de l'énergie en général.

Ses domaines de compétence sont :

Au titre de l'activité « PROJETS »

- les ouvrages concentrés d'exploitation et de transport ;
- les stations de compression ;
- les travaux d'électricité/instrumentation et télécommunications ;
- les réservoirs de stockage : GNL, pétrole et produits raffinés, gaz industriels ;
- les travaux de maintenance, mise en conformité des unités de stockage.

Au titre de l'activité « PIPELINES »

- la pose de pipelines « *onshore* ».

Au titre de l'activité « OPERATIONS COTIERES »

- la pose de pipelines en eaux peu profondes (« *shallow water* »)
- la recherche de sources d'eau douce en mer ;
- les travaux de dépollution en mer ;
- les travaux d'aménagement côtiers liés à la pose de pipelines ou de bouées d'atterrage.

Au titre de l'activité « SERVICES »

- les travaux d'inspection et de maintenance des pipelines,
- les études et travaux de maintien en conditions opérationnelles des installations industrielles et unités de stockage,
- les activités de négoce de consommables et d'équipements.

NOTE 2 – Evénements significatifs

Acquisition de la société Horizontal Drilling International (HDI) en janvier 2010.

Cf. note 6.1.1.

Constatation en résultat d'une plus-value liée au GIE Geomethane. Cf. note 8.1.

NOTE 3 – Base de préparation***Déclaration de conformité***

Les états financiers consolidés intermédiaires ont été préparés en conformité avec la norme internationale d'information financière IAS34. Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2009.

Le conseil d'administration a procédé à l'arrêté des états financiers consolidés intermédiaires le 28 juillet 2010.

Base d'évaluation

Les états financiers consolidés sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des éléments suivants :

- les actifs financiers disponibles à la vente, évalués à la juste valeur,
- les instruments financiers, à la juste valeur par le compte de résultat, évalués à la juste valeur,
- les instruments financiers dérivés, évalués à la juste valeur.

Les actifs destinés à être cédés ou consommés au cours du cycle normal d'exploitation du Groupe, les actifs détenus dans la perspective d'une cession ou d'une réalisation dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie constituent des actifs courants.

Tous les autres actifs sont non courants.

Les passifs que le Groupe s'attend à régler au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice constituent un passif courant.

En raison de l'incertitude quant au dénouement des provisions fiscales et sociales, ces dernières sont considérées comme non courantes, que leur maturité soit ou non inférieure à un an.

Tous les autres passifs sont non courants.

Monnaie fonctionnelle et de présentation

Les états financiers consolidés sont présentés en euro, qui est la monnaie fonctionnelle du Groupe. Toutes les données financières présentées en euro sont arrondies au millier d'euros le plus proche sauf indication contraire.

Recours à des estimations

La préparation des états financiers selon les IFRS nécessite de la part de la Direction l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par le changement.

Au niveau mondial, l'année 2008 a vu l'apparition d'une crise économique et financière d'une magnitude importante, et dont les effets se prolongent sur l'exercice 2010. En l'espèce, il est apparu que les activités du Groupe sur les exercices 2008 et 2009 et au premier semestre 2010 n'ont toutefois été que peu impactées par les effets de cette crise, même si les incidences à venir ne peuvent encore à ce stade être estimées avec précision.

Les comptes consolidés de l'exercice ont été établis par référence à cet environnement immédiat, notamment pour les estimations présentées ci-dessous.

Les jugements exercés par la Direction lors de l'application des IFRS ayant un impact significatif sur les états financiers et les estimations présentant un risque important de variations au cours de la période ultérieure sont exposés ci-dessous :

Evaluation du résultat à l'avancement des contrats de construction

Pour les revenus et les résultats relatifs aux contrats de construction, le Groupe applique la méthode du pourcentage d'avancement en application des principes généraux de reconnaissance des revenus basée sur la mesure de l'avancement. Cf. note 4.1.

La détermination du pourcentage d'avancement et des revenus à comptabiliser repose sur de nombreuses estimations fondées sur le suivi des travaux et sur la prise en compte d'aléas, basée sur l'expérience acquise. Par conséquent, des

ajustements des estimations initiales peuvent intervenir tout au long de la durée de vie du contrat et peuvent avoir des effets significatifs sur les résultats futurs.

Evaluations retenues pour les tests de pertes de valeur

Les hypothèses et les estimations qui sont faites pour déterminer la valeur recouvrable des goodwill, des immobilisations incorporelles et corporelles, portent en particulier sur les perspectives de marché nécessaires à l'évaluation des flux de trésorerie et les taux d'actualisation retenus. Toute modification de ces hypothèses pourrait avoir un effet significatif sur le montant de la valeur recouvrable et pourrait amener à modifier les pertes de valeur à comptabiliser.

Evaluation des engagements de retraite

Le Groupe participe à des régimes de retraite à cotisation ou prestations définies. Ces engagements sont calculés sur le fondement de calculs actuariels, reposant sur des hypothèses telles que le taux d'actualisation, les augmentations de salaires futures, le taux de rotation du personnel et les tables de mortalité.

Ces hypothèses sont mises à jour annuellement.

Le Groupe estime que les hypothèses actuarielles retenues sont appropriées et justifiées, toutefois les engagements sont susceptibles d'évoluer pour tenir compte de changements futurs d'hypothèses.

Evaluation des passifs liés aux options de rachats de minoritaires

En application d'IAS 32, le Groupe procède à l'estimation de la valeur de rachat des minoritaires sur lesquels il existe des options d'achat à la clôture.

Ces estimations sont effectuées sur la base des accords contractuels entre le Groupe et les minoritaires, et reflètent l'estimation la plus juste du montant potentiel à décaisser lors de la possible levée des options.

Évaluation des provisions

Les paramètres qui ont une influence significative sur le montant des provisions concernent :

- L'estimation du montant des dépenses restant à engager en vue d'obtenir la Réception Définitive, pour les contrats livrés aux Clients en Réception Provisoire,
- L'estimation du risque de redressement douanier ou fiscal, compte tenu des notifications déjà reçues ou des échanges de courriers avec les Administrations concernées.

Valorisation des paiements en actions (charge IFRS 2)

Le Groupe comptabilise une charge de paiements en actions relative à l'attribution gratuite d'actions de la Société à ses salariés.

Le Groupe comptabilise également une charge de paiements en actions relative :

- à l'attribution à ses salariés de stock-options (offres de souscription d'actions) VINCI,
- à l'attribution à ses salariés d'actions de performance VINCI,
- au Plan d'Épargne Groupe (PEG) VINCI.

Cette charge est évaluée sur le fondement de calculs actuariels reposant sur des hypothèses comportementales basées sur les observations passées.

NOTE 4 – Principaux principes et méthodes comptables

Les principes et méthodes comptables appliqués par le Groupe dans les états financiers semestriels sont identiques à ceux utilisés pour l'arrêté des comptes au 31 décembre 2009.

4.1) Présentation du compte de résultat

Dans une optique d'homogénéisation du compte de résultat consolidé et de l'état du résultat global avec ceux du groupe VINCI, la présentation standard au sein du groupe VINCI a été retenue pour les comptes du Groupe à compter du 30 juin 2010.

Dans cette nouvelle présentation, les charges sont présentées par nature et non plus par destination.

En note 20 figure le compte de résultat consolidé du semestre selon la présentation en vigueur au 30 juin 2009.

Le compte de résultat consolidé présente ainsi les rubriques suivantes :

a) Chiffre d'affaires

Ventes de biens et prestations de services

Les produits provenant de la vente de biens sont enregistrés lorsque les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété des biens ont été transférés à l'acheteur. Les produits provenant de prestations de services sont enregistrés en fonction du degré d'avancement de la transaction à la date de clôture. Le degré d'avancement est évalué sur base des prestations exécutées. Aucun revenu n'est comptabilisé en cas d'incertitudes significatives quant au recouvrement du prix de la transaction, des coûts associés ou de retour possible des marchandises.

Contrats de construction

Les sociétés du Groupe ENTREPOSE Contracting appliquent la méthode de prise en compte du résultat à l'avancement, selon la norme IAS 11.

La mesure du degré d'avancement est déterminée par le rapport entre les coûts d'exécution engagés comptabilisés à la clôture et les coûts d'exécution estimés à terminaison.

Le chiffre d'affaires total du contrat, sur lequel est calculé l'avancement de l'affaire, est constitué exclusivement des éléments suivants :

- CA contractuel signé, et le cas échéant,
- avenants et réclamations expressément acceptés ou dans certains cas qui seront très probablement acceptés par le client,

- minoré des éventuelles pénalités de retard à verser au client.

Lorsqu'une affaire est déficitaire à terminaison, une provision pour perte à terminaison sera constituée si les éléments suivants sont réunis :

- l'affaire est en marge négative, après imputation d'une quote-part des frais généraux opérationnels dits « de division » ;
- l'affaire est en perte pour l'ensemble du Groupe.

La provision pour perte à terminaison sera alors égale à la différence entre la perte totale à terminaison et la perte déjà constatée à date, toutes deux calculées en marge nette de frais généraux de division.

La méthode de l'avancement cesse d'être appliquée lorsque l'affaire est réceptionnée par le client, ou terminée mécaniquement (« *mechanically complete* »). En pareil cas, l'ensemble du chiffre d'affaires est reconnu, et les éventuels coûts à engager en vue d'obtenir la Réception Définitive sont provisionnés, le cas échéant, en charges à payer ou en provisions pour fin de chantier.

b) Charges opérationnelles

Les charges opérationnelles incluent :

1. Les coûts des ventes

Il s'agit de l'ensemble des coûts d'exploitation directement rattachables aux affaires, incluant entre autres les amortissements des équipements utilisés sur affaires, ainsi que les charges des personnels affectés sur les affaires.

Les coûts d'exécution rattachables aux contrats regroupent les coûts d'exécution mis en œuvre et les coûts d'accompagnement spécifiques aux contrats.

La majorité des contrats de constructions réalisés par le Groupe sont dits « EPC », et comportent trois parts distinctes que sont :

- « E » (*Engineering*), correspondant à la part d'ingénierie spécifique à l'affaire ;
- « P » (*Procurement*), correspondant à la fourniture de matières et matériels qui seront incorporés dans l'ouvrage fini;
- « C » (*Construction*), correspondant à la part de construction et montage de l'ouvrage sur site.

A chaque arrêté, les coûts exposés et non encore mis en œuvre seront, le cas échéant et selon leur nature, reclassés en charges constatées d'avance ou en stock.

Sont exclus des coûts d'exécution rattachables aux affaires les frais de Direction Générale et les frais financiers autres que ceux directement liés à des financements souscrits en vue d'un contrat.

Outre les coûts d'exécution identifiés précédemment, le coût total d'un contrat peut inclure, le cas échéant, des aléas spécifiques, des litiges ou des charges futures liés au contrat, dès lors que leur montant peut être estimé avec une précision suffisante et que leur probabilité de réalisation est importante.

2. Les coûts commerciaux

Il s'agit des frais commerciaux proprement dits, ainsi que des coûts d'établissement de devis et remises d'offres commerciales. Ces charges incluent les charges des personnels travaillant sur les devis.

Les coûts commerciaux incluent également les charges liées à la Recherche et Développement.

3. Les charges administratives

Il s'agit des coûts de fonctionnement des services généraux du Groupe.

Ces charges incluent entre autres les charges de personnel de la Direction Générale ainsi que des différents services administratifs.

c) Coût de l'endettement financier net

Le coût de l'endettement financier net comprend :

- le coût de l'endettement brut qui inclut les charges d'intérêt calculées au taux effectif ;
- la rubrique « produits financiers des placements » qui comprend principalement les rendements perçus sur placements de trésorerie (produits d'intérêts, dividendes sur OPCVM, plus et moins values de cession...).

d) Autres produits et charges financiers

Les autres produits et charges financiers comprennent principalement le résultat de change, les effets d'actualisation et les variations de juste valeur sur instruments de change à terme.

4.2) Information sectorielle

Le Groupe choisit de présenter l'information sectorielle selon 4 segments, conformément à la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels ». Cette information sectorielle est structurée de façon identique au reporting interne du Groupe.

Les informations sectorielles à fournir sont communiquées en note 16.

Elles suivent les mêmes règles comptables que celles utilisées pour les états financiers.

Pour les états financiers intermédiaires, seule la segmentation de premier niveau (par secteur d'activité) est présentée.

Un secteur d'activité est une composante distincte du Groupe qui est engagée dans la fourniture d'un produit ou service unique ou d'un groupe de produits ou services liés, et qui est exposée à des risques et à une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres secteurs d'activité.

Chaque affaire du Groupe est réputée se réaliser dans son intégralité sur un seul segment d'activité, « PROJETS », « PIPELINES », « OPERATIONS COTIERES » ou « SERVICES » comme définis à la note 1, en fonction de la nature de l'ouvrage réalisé.

4.3) Impôts

La charge d'impôt sur le résultat dans les comptes intermédiaires est calculée en utilisant les taux réels d'impôt sur les sociétés, pays par pays, en vigueur à la date de clôture.

NOTE 5 – Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation englobe toutes les filiales françaises et étrangères détenues par le Groupe, à l'exception des filiales sans activité et en cours de démarrage d'activité.

Les principales entités consolidées sont présentées ci-dessous :

Société	Forme juridique	Adresse	N° Siren ou N° Immatriculation	Pourcentage d'intérêt / droits de vote juin 2010	Pourcentage d'intérêt / droits de vote décembre 2009	Méthode de consolidation
Entrepose Contracting	SA	165 Boulevard de Valmy 92707 Colombes - France	410430706	Entité consolidante		
CMP Dunkerque	SA	Avenue de la Gironde 59944 Dunkerque - France	401315999	99.95	99.95	Intégration globale
Challenger SOS	SA	165 Boulevard de Valmy 92707 Colombes - France	324192103	99.94	99.94	Intégration globale
CMPEA	SARL	Route de Sedan Wadelincourt 08209 Sedan - France	352897870	84.00	52.00	Intégration globale
Entrepose Algérie	EURL	Lot No 15 Hassi Messaoud-Ouargla - Algérie	99830049193602	100.00	100.00	Intégration globale
Delattre Bezons Nigeria	Ltd	184 Moshood Olugbani Street - Lagos - Nigéria	VIV1000224444	89.74	89.74	Intégration globale
Geostock Holding	SA	7 rue E. et A. Peugeot, 92563 Rueil Malmaison - France	304464415	25.00	25.00	Mise en équivalence
Doris Engineering	SA	58 rue du Dessous des Berges 75013 Paris - France	338274491	20.00	20.00	Mise en équivalence

Sous Groupe Captrade

Captrade	SAS	21/23 rue du petit Albi, BP 58540, Cergy Pontoise cedex, France	448268045	70.00	70.00	Intégration globale
NumRS	SA	21/23 rue du petit Albi, BP 58540, Cergy Pontoise cedex, France	389075540	70.00	70.00	Intégration globale
ISIS	SA	66 Matei Voievod Secteur 2, Bucarest, Roumanie	J40/19164/2006	70.00	70.00	Intégration globale
ABO Supply	SA	1404 North Sam Houston Parkway East, suite 100, Houston, Texas 77032, USA	800561397	70.00	70.00	Intégration globale

Sous Groupe Geoccan

Geoccan	SA	Quartier du Brégadan, ZA Technoparc CS 60001, 13711 Cassis Cedex - France	408536746	100.00	100.00	Intégration globale
Nymphéa Environnement	SA	Quartier du Brégadan, ZA Technoparc CS 60001, 13711 Cassis Cedex - France	432753507	99.63	99.63	Intégration globale
PT Indonesia	Ltd	N.8 Kebon Melati Kebon Melati Tanah Abang Central Jakarta - Indonésie	09.05.1.45.46022	94.00	94.00	Intégration globale

Sous Groupe Spiecapag

Spiecapag	SA	165 Boulevard de Valmy 92707 Colombes France	399237494	100.00	100.00	Intégration globale
Spiecapag Région Sud	SAS	10 Avenue de Pradie, ZI du Bois Vert, 31120 Portet sur Garonne - France	403284839	100.00	100.00	Intégration globale
Entrepose Industrial Services	Ltd	46 West-bar street, Banbury OX169RZ - Royaume Uni	4024580	100.00	100.00	Intégration globale
Horizontal Drilling International (HDI)	SAS	165 Boulevard de Valmy 92707 Colombes France		100.00		Intégration globale

Principales co-entreprises (1) consolidées au 30 juin 2010

SPC/ Hawk International	JV	Yemen	98.00	Intégration globale
SPC/ Groupe Five	JV	Afrique du Sud	50.00	Intégration Proportionnelle
Unitec/ SPC	UTE	Espagne	50.00	Intégration Proportionnelle
Huelva	UTE	Espagne	50.00	Intégration Proportionnelle
Doha	JV	Qatar	30.00	Intégration Proportionnelle

Notes :

(1) Les co-entreprises sont des groupements momentanés entre partenaires en vue de la réalisation d'un contrat à long terme.

NOTE 6 – Immobilisations incorporelles
6.1) Goodwill

	note	30-juin-10	31-déc.-09	variation
Geocan		14 805	14 805	0
Spiecapag		27 088	27 088	0
Challenger		1 071	1 071	0
Captrade		23 497	23 497	0
HDI	(1)	2 228	0	2 228
Divers		46	46	0
total		68 735	66 507	2 228

6.1.1) Acquisition de HDI (note 1)

Le Groupe, au travers de sa filiale SPIECAPAG, a acquis le 8 janvier 2010 100% des titres de HDI, société de droit français spécialisée dans le forage horizontal dirigé et opérant en France et à l'international.

HDI a été consolidée au sein du Groupe au 1^{er} janvier 2010.

Le coût d'acquisition de 8345 K€ ci-dessous inclut l'acquisition par le Groupe, auprès des vendeurs, d'un compte courant de 4700 K€ détenu sur HDI.

L'écart d'acquisition généré se détaille comme suit :

Coût d'acquisition	8 345
moins : quote part de situation nette acquise	(6 117)
Goodwill	2 228

Détail de la quote-part de situation acquise :

Nature des actifs et des passifs acquis	Valeurs comptables pré- acquisition	Ajustements JV	Valeurs acquisition
	à 100%		
Actif immobilisé	2 044		2 044
Actif circulant	7 191		7 191
Impôts différés sur situation nette d'ouverture	1 328		1 328
Trésorerie et équivalents de trésorerie	852		852
Provisions	(1 294)		(1 294)
Emprunts	0		0
Passif circulant	(4 004)		(4 004)
Total	6 117	0	6 117

Les valeurs comptables pré-acquisition ont été déterminées sur la base des IFRS applicables avant la date d'acquisition. Les montants des actifs, passifs et passifs éventuels comptabilisés à la date d'acquisition correspondent à l'estimation de la juste valeur.

L'écart d'acquisition résiduel repose essentiellement sur des éléments non identifiables tels que le savoir-faire, l'expertise métier des équipes et le potentiel de développement commercial.

Rapprochement du coût d'acquisition avec le décaissement du Tableau des Flux de Trésorerie

Décaissement lié à l'acquisition	8 345
moins : Trésorerie acquise	(852)
Flux net de trésorerie lié à l'acquisition	7 493
<i>se décomposant en :</i>	
Acquisition de participations consolidées (TFT)	7 493
Flux net de trésorerie lié à l'acquisition	7 493

6.1.2) Options d'acquisition des minoritaires CAPTRADE

Pour mémoire, la valorisation des options croisées d'achat et de vente portant sur les 30% minoritaires de CAPTRADE ont été comptabilisées au 31 décembre 2009 sur les capitaux propres, pour leur montant actualisé à cette date.

La variation de la période se présente comme suit :

Valorisation des promesses d'achats & ventes	Dettes (autres passifs financiers)	Reclassement des intérêts minoritaires	Capitaux propres part Groupe	Résultat financier
Valeur de levée d'options	16 786			
Effet d'actualisation	(1 275)			
Valeur actualisée au 31 déc 2009	15 511	(3 138)	12 373	
Effet de désactualisation	230			(230)
Variation des intérêts minoritaires de la période	161	(161)		
Valeur actualisée au 30 juin 2010	15 902			

La valeur actualisée de la dette à la clôture est présentée en « autres passifs financiers », au sein des Passifs non courants.

	juin-10	déc-09
Option d'acquisition de minoritaires	15 902	15 511
Dettes sur plan d'actions de performance	420	168
Autres passifs financiers non courants	16 322	15 679

6.1.3) Acquisition complémentaire de 32% dans CMPEA

Le Groupe a acquis en juin 2010 32% complémentaires dans CMPEA, portant son pourcentage de détention post opération à 84%.

Cette acquisition a généré un écart d'acquisition de 18 K€, comptabilisé en minoration des capitaux propres.

Rapprochement du coût d'acquisition avec le décaissement du Tableau des Flux de Trésorerie

Coût d'acquisition	128
Flux net de trésorerie lié à l'acquisition	128
<i>se décomposant en :</i>	
<i>Acquisition de participations consolidées (TFT)</i>	<i>128</i>
Flux net de trésorerie lié à l'acquisition	128

6.2) Test de dépréciation des goodwill

Le Groupe évalue ses goodwill à date fixe, une fois par an lors de la clôture de l'exercice, sauf apparition en cours d'exercice d'indicateurs de pertes de valeur.

Au 30 juin 2010, aucun indice de perte de valeur n'a été recensé. Les goodwill n'ont ainsi fait l'objet d'aucune dépréciation.

6.3) Autres immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont principalement composées de licences informatiques.

Il n'y a pas eu de mouvement significatif au cours de la période.

NOTE 7 – Immobilisations corporelles

Il n'y a pas eu de mouvement significatif au cours de la période. Ces mouvements correspondent au renouvellement normal et courant du parc des immobilisations industrielles du Groupe.

NOTE 8 – Participation dans les entreprises associées

Les participations du Groupe sur lesquelles celui-ci exerce une influence notable et consolidées sous le mode des mises en équivalence sont principalement composées :

- du groupe Geostock, qui exerce son expertise dans les stockages souterrains, en France et à l'étranger ;
- du groupe Doris, spécialisé dans l'ingénierie *onshore* et *offshore*.

Les données chiffrées relatives à ces participations sont détaillées ci-après.

8.1) Détail et activité des participations

Société	durée de l'exercice	activité	taux de détention	Capitaux pr. consolidés		Résultat 2010	Diff. sur résultat n-1	Plus value Geomethane (I)	QP totale 2010 Résultat	dividende reçu
				30/06/10	31/12/09					
Geostock Holding	6 mois	Stockage	25%	48 988	18 446	663	342	2412	3 417	1 750
Doris Engineering	6 mois	Ingénierie	20%	34 472	35 812	396	117	0	513	800
Gisca	6 mois	Projets	48%	3 722	3 437	135			135	
Compte de résultat/ TFT									4 065	2 550

Note (1) : Plus-value Geomethane

Jusqu'à juillet 2009, Geostock Holding (GKH) possédait 50% des parts du GIE Geomethane, GIE sans capital créé en 1989 et titulaire de permis d'exploiter des cavités souterraines à Manosque (France). Ces cavités, propriété d'une société dont TOTAL était actionnaire majoritaire, servaient à stocker du gaz propriété du groupe GDF Suez.

En juillet 2009, la finalisation des négociations entre TOTAL et GDF Suez a abouti :

- d'une part, à la renégociation du contrat de commercialisation du gaz avec GDF Suez, conditions revues significativement au bénéfice du GIE Geomethane ;
- d'autre part, à des opérations d'apport au GIE Geomethane d'immobilisations corporelles et incorporelles, notamment les cavités et le gaz coussin/ installations de surface, détenus antérieurement par (majoritairement) TOTAL et GDF Suez respectivement ;
- enfin, par la valorisation des permis d'exploiter, sur la base d'un business plan de 30 années agréé entre les parties.

Cette revalorisation des permis d'exploiter s'est traduite dans les comptes consolidés 2009 de GKH par une plus-value de 34,0 M€, constatée au Résultat. Ces comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration du 10 juin 2010 et approuvés par l'assemblée générale du 28 juin 2010.

Jusqu'au conseil du 10 juin 2010, le traitement de cette plus-value était incertain et, en tout état de cause, en cours de discussion avec plusieurs options possibles à la date d'arrêt des comptes 2009 du Groupe. Pour cette raison, aucune valorisation de cette plus-value n'avait été retenue dans les comptes 2009 du Groupe.

La quote-part de cette plus-value revenant au Groupe est de 25% de la plus-value de 34,0 M€, soit 8,5 M€.

Sans remettre en cause le business plan ayant sous tendu la valeur de la plus-value dans les comptes de GKH, le Groupe n'a reconnu en résultat que la quote-part de la plus-value liée à la réalisation d'événements certains, soit 2,4 M€, et a différé le reste de la plus-value, soit 6,1 M€, à la réalisation d'événements futurs à savoir :

- l'aboutissement favorable de la renégociation du contrat de commercialisation (2011), pour environ 20% de la plus-value différée ;
- la mise en exploitation de deux nouvelles cavités de stockage (2016/2017), pour environ 55% de la plus-value différée ;
- le renouvellement des droits de la concession actuelle (2018), pour environ 25% de la plus-value différée.

La plus-value de 2,4 M€ a été comptabilisée au compte de résultat 2010 en « quote-part dans le résultat des entreprises associées ».

La réalisation au cours des exercices futurs des autres événements exposés ci-dessus aboutira à la constatation d'une fraction complémentaire de la plus-value sur ces mêmes exercices.

8.2) Valeur détenue par le Groupe

Société	Immobilisations financières		juin-10	déc-09
	Val. Brute	VNC		
Geostock Holding	2 800	2 800	7 633	5 925
Doris Engineering	5 632	5 632	7 934	8 221
Gisca	32	32	1 766	1 631
Participation dans les entreprises associées			17 333	15 777

NOTE 9 – Créances et autres actifs courants

Les clients du Groupe sont majoritairement des grands donneurs d'ordre du secteur privé et du domaine public, limitant ainsi le risque de défaut de paiement.

Les créances clients sont analysées et revues par le Groupe contrat par contrat, afin de tenir compte des spécificités et de l'environnement de chacun de ceux-ci.

9.1) Ventilation globale par échéance

	Brut	Dépréciation	PAT	Net	ventilation par échéance			2009
					<= 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	
Créances clients et cptes ratt.	229 271	(5 778)	(1 563)	221 930	221 930	0		179 516
Avances et acomptes versés	13 179			13 179	9 995	3 184		11 853
Actifs d'impôts exigibles	1 841			1 841	1 841			2 408
Autres débiteurs :	64 079	(10 236)	0	53 843	53 843	0		23 454
<i>Comptes courants</i>	14 502			14 502	14 502			9 557
<i>Créances sociales et fiscales</i>	16 371	(1 328)		15 043	15 043			10 547
<i>Autres créances d'exploitation</i>	33 206	(8 908)		24 298	24 298			3 350
Charges constatées d'avance	11 970			11 970	11 970			9 870
Total	320 340	(16 014)	(1 563)	302 763	299 579	3 184	0	227 101

9.2) Ventilation des créances clients par bande de maturité

Les créances sont présentées ci-dessous en valeurs nettes, i.e. sous déduction des provisions pour dépréciation constituées sur certaines d'entre elles.

	Total	< 1 an	> 1 an
Créances clients et produits à recevoir	223 493	223 493	0
Pertes à terminaison	(1 563)		
Créances clients et comptes rattachés	221 930		

Les provisions pour pertes à terminaison sur les chantiers en cours de réalisation à la clôture sont présentées en minoration du poste clients. Cf. infra note 13.

9.3) Ventilation des créances clients par secteur d'activité

	Créances clients	PAT	Net
Projets	52 540	(1 233)	51 307
Pipelines	106 445	(235)	106 210
Opérations côtières	47 677	(95)	47 582
Services	16 831		16 831
Total	223 493	(1 563)	221 930

9.4) Ventilation des créances par zone géographique

	Créances clients	PAT	Net
Afrique	152 140	(330)	151 810
Amérique	456		456
Océanie	12 930		12 930
Asie	31 714		31 714
Europe	26 253	(1 233)	25 020
Total	223 493	(1 563)	221 930

9.5) Ventilation des créances par devise

	Créances clients	PAT	Net
EUR	112 891	(1 563)	111 328
USD	55 110		55 110
ZAR	25 762		25 762
QAR	11 173		11 173
LYD	5 833		5 833
autres devises (NGN, DZD, etc)	12 724		12 724
Total	223 493	(1 563)	221 930

9.6) Sensibilité au risque de crédit

Poids du :	juin-10		déc-09
1er client	32 890	15%	15%
5 premiers clients	115 637	52%	45%
Autres clients	107 856	48%	55%
	223 493	100%	100%

NOTE 10 – Trésorerie et équivalents de trésorerie

Répartition de la trésorerie par devise au 30 juin 2010 :

		K Devise	c/val KE
EUR	Euro	134 893	134 893
USD	Dollar des Etats-Unis	119 875	97 690
ZAR	Rand d'Afrique du Sud	203 174	21 658
QAR	Rial du Qatar	29 341	6 569
DZD	Dinar d'Algérie	241 039	2 532
COP	Peso de Colombie	4 546 183	1 933
AUD	Dollar Australien	5 562	3 862
MAD	Dirham du Maroc	24 558	2 233
Autres devises			1 166
Total			272 536
<i>dont :</i>			
Comptes créditeurs en banques et VMP ("trésorerie et équivalents de trésorerie")			273 098
Découverts bancaires (inclus en "autres passifs financiers courants")			(562)
			272 536

NOTE 11 – Capitaux propres
11.1) Composition du capital

Le capital social est intégralement libéré et constitué de 5 164 310 actions de 1 euro de nominal.

Nombre moyen d'actions en circulation

	Nb d'actions	Date d'effet	Nb jours effectifs	Coeff pondération	Nb d'actions moyen pondéré
Actions en circulation au 1er janvier 2010	5 107 711				5 107 711
Augmentation de capital	49 297	01/03/2010	122	0.67	33 228
Mvmt sur actions auto détenues (contrat de liquidité)	(185)	31/03/2010	91	0.50	(93)
Nombre d'actions en circulation au 30 juin 2010	5 156 823				5 140 846
Actions auto détenues (contrat de liquidité)	2 327				
Autres actions auto détenues	5 160				
Nombre total d'actions composant le capital	5 164 310				
Actions à émettre (Plan d'attribution gratuite d'actions)					1 500
Nombre moyen d'actions dilué					5 142 346

11.2) Paiements fondés sur des actions
Plan ENTREPOSE Contracting - attribution d'actions gratuites (régées en instruments de capitaux propres)

Au 1^{er} mars 2010, compte tenu des critères d'attribution fixés lors du conseil d'administration du 22 février 2008, 49 297 actions nouvelles de la Société, sur 56 000 possibles, ont été émises. Cette augmentation a été actée lors du conseil d'administration du 19 mars 2010.

Les actions à émettre au 30 juin 2010 se réfèrent à l'augmentation de capital complémentaire décidée par le conseil d'administration du 20 novembre 2008 à réaliser au profit des salariés d'EIS en novembre 2010, dans la limite de 1500 actions au maximum.

NOTE 12 – Provisions

Nature provision	31-déc.-09	entrée périmètre autres mvmts	Dotations	Reprises (prov. utilisée)	Reprises (non utilisée)	Chge et div.	30-juin-10
Litiges Marchés	417	686					1 103
Litiges Personnel et Organismes sociaux	58		5				63
Litiges fiscaux et douaniers	9 768		978	(325)		1 517	11 938
Fin de chantier	20 206	150	706	(1 111)		533	20 484
Pertes à terminaison	2 253		645	(1 335)			1 563
Total provisions	32 702	836	2 334	(2 771)	0	2 050	35 151
Ventilation :							
<i>Provisions long terme</i>	<i>9 812</i>						<i>11 329</i>
<i>Provisions court terme</i>	<i>20 637</i>						<i>22 259</i>
<i>PAT (en minoration des créances clients)</i>	<i>2 253</i>						<i>1 563</i>
Total provisions	32 702						35 151

Il n'y a pas eu de mouvements significatifs sur les provisions au cours de la période.

Les provisions pour pertes à terminaison (PAT) sont présentées en minoration du poste Créances clients, à l'actif du bilan.

NOTE 13 – Autres dettes et passifs financiers courants

	juin-10	déc-09
Comptes courants	11 181	6 083
Dettes sur immobilisations	0	304
Dettes sociales et fiscales	28 144	31 026
Autres dettes d'exploitation	13 840	3 103
Autres dettes courantes	53 165	40 516

	juin-10	déc-09
Découverts bancaires	562	691
Instruments financiers	3 335	5 171
Autres passifs financiers courants	3 897	5 862

NOTE 14 – Information spécifique aux contrats de construction
14.1) Part des contrats de construction dans le chiffre d'affaires

	juin-10	juin-09
Contrats de construction IAS 11	356 456	275 055
Autres contrats	41 395	19 715
Total chiffre d'affaires de la période	397 851	294 770

La majorité des contrats réalisés au sein du Groupe relève des contrats de construction comptabilisés à l'avancement selon IAS11.

Les contrats réalisés au sein du nouveau segment d'activité des « Services » ne relèvent toutefois pas de l'IAS11.

Information spécifique sur les contrats de construction IAS11 en cours à la clôture

	juin-10	juin-09
Chiffre d'affaires cumulé	1 133 012	800 418
Coûts directs cumulés	(1 052 979)	(771 721)
Marge nette cumulée	80 033	28 697
Avances reçues	77 451	71 653

Cette information pluriannuelle récapitule les données cumulées depuis l'origine des contrats IAS11, et ne s'applique qu'aux contrats non encore livrés ou réceptionnés à la clôture, sur lesquels un avancement est calculé.

14.2) Avances et produits constatés d'avance

segment	avances reçues	Produits constatés d'avance
Projets	23 094	94 059
Pipelines	42 272	75 858
Opérations côtières	14 127	2 168
Services	441	276
Total bilan	79 934	172 361
<i>dont contrats IAS 11 (en cours ou réceptionnés)</i>	79 397	166 598

14.3) Engagements liés à l'activité opérationnelle

	TOTAL	Par Nature	Échéance <1 an	Échéance 1 à 5 ans	Échéance >5 ans
Engagements donnés					
Cautions et garanties sur marchés	375 449				
Soumission		7 874	7 874		
Restitution d'avance		81 401	16 044	65 357	
Retenue de garantie		15 057	7 955	7 102	
Bonne fin		234 841	61 729	173 112	
Sous traitance		30 843	27 300	3 543	
Cautions en douane		5 433	5 433		
Contrats de location simple	8 968	8 968	3 180	5 788	
Total donné	384 417	384 417	129 515	254 902	0
Engagements reçus					
Retenues de garantie fournisseurs	33 913				
		33 913	8 478	25 435	
Total reçu	33 913	33 913	8 478	25 435	0

NOTE 15 – Information sectorielle
15.1) Résultat opérationnel sur activité

Jun 2010 (en M€)	Projets	Pipelines	Opérations côtières	Services	Total
CA	97.3	197.2	78.1	25.3	397.9
Marge brute	5.5	40.7	8.7	2.6	57.5
Frais administratifs et commerciaux	(7.4)	(8.1)	(5.0)	(2.5)	(23.0)
Résultat opérationnel sur activité	(1.9)	32.6	3.7	0.1	34.5

Jun 2009 (en M€)	Projets	Pipelines	Opérations côtières	Services	Total
CA	105.6	123.4	65.2	0.5	294.8
Marge brute	12.5	11.7	16.7	0.0	40.9
Frais administratifs et commerciaux	(10.3)	(7.7)	(6.3)	0.0	(24.3)
Résultat opérationnel sur activité	2.2	3.9	10.4	0.0	16.5

NOTE 16 – Autres produits et charges financiers

	juin-10	juin-09
Différences positives de change	21 479	3 925
Variation de juste valeur des OPCVM		58
Variation de juste valeur des instruments financiers	816	1 637
Produits divers	60	
Sous total produits financiers	22 355	5 620
Différences négatives de change	26 449	5 052
Charge d'intérêt	310	59
Variation de juste valeur des instruments financiers	248	
Charges diverses	103	1
Sous total charges financières	27 110	5 112
Total autres produits et charges financiers	(4 755)	508

NOTE 17 – Impôts
17.1) Analyse de la charge d'impôt

	juin-10	juin-09
Impôt exigible de la période	(11 292)	(3 899)
Corrections d'impôt – exercices antérieurs	(523)	65
Dotations de provisions d'impôts	0	0
Impôt sur les bénéfices retraités par capitaux propres	(140)	21
Produits/ charges d'impôt différés :	119	(1 142)
Total profit/(charge)	(11 836)	(4 955)

17.2) Rapprochement entre la charge d'impôt et le résultat avant impôt

Le rapprochement entre la charge d'impôt théorique du Groupe qui résulterait du taux d'impôt normal applicable en France avec la charge d'impôt effectivement comptabilisée se présente comme suit :

	juin-10	juin-09
Résultat net	21 765	13 855
Quote part dans le résultat net MEE	4 065	1 316
Impôt au Résultat	(11 836)	(4 955)
Résultat taxable théorique	29 537	17 495
Taux d'impôt	34.43%	34.43%
Impôt théorique	(10 170)	(6 024)
Taxation par des juridictions hors France	277	(214)
Différences permanentes	(5 859)	(3 473)
Economie sur résultats taxés à l'étranger	3 993	4 608
Autres compléments d'impôt	(123)	110
Autres	45	37
Impôt réel au Résultat	(11 836)	(4 955)

17.3) Ventilation des impôts différés par nature

	juin-10 valeur nette	déc-09 valeur nette	Variation par :		
			Résultat	Capitaux propres	Autres mouvements
Impôts différés actif					
Reports déficitaires	2 562	1 718	(502)		1 346
Provision engagement de retraite	1 680	1 680	0		
Provisions pertes à terminaison	457	440	17		
Dettes sociales	42	86	(44)		
Retraitements IAS11	592	157	435		
Juste valeur des instruments de change	1 111	1 111	83	(83)	
Autres différences temporaires et retraitements	915	748	153		14
Total impôts différés actif	7 359	5 940	142	(83)	1 360
impôts différés passif	(582)	(556)	(23)		(3)
Total impôts différés passif	(582)	(556)	(23)	0	(3)
Total impôts différés nets	6 777	5 384	119	(83)	1 357

NOTE 18 – Parties liées

Les transactions réalisées entre les différentes entités du Groupe ont été éliminées en consolidation et ne sont donc pas présentées dans cette note.

18.1 Opérations avec le groupe VINCI

Le groupe VINCI est la société mère d'ENTREPOSE Contracting.

ENTREPOSE Contracting est elle-même consolidée dans les comptes du groupe VINCI, 1 cours Ferdinand de Lesseps, 92751 Rueil-Malmaison cedex, depuis le 1^{er} septembre 2007.

	Créances	Dettes	Charges 2010	Produits 2010
Groupe VINCI	49	1 544	2 406	(12)

Les opérations avec les sociétés du groupe VINCI portent principalement sur des activités commerciales normales dans le cadre de la réalisation de chantiers de construction.

NOTE 19 – Evénements post clôture

Au 3 août 2010, la Société a publié un communiqué de presse dans lequel elle annonce la signature d'un protocole d'accord en vue de l'acquisition de la société COFOR, société spécialisée dans le forage profond *onshore*.

Le communiqué de presse est disponible sur le site www.entrepose.fr.

NOTE 20 – Compte de résultat semestriel 2010 selon la présentation en vigueur en 2009 (en M€)

Compte de résultat consolidé	30-juin-10	30-juin-09
Chiffre d'affaires	397.9	294.8
Produits d'intérêts	0.4	1.2
Produits des activités ordinaires	398.3	296.0
Coût des ventes	(341.1)	(254.8)
Marge brute (a)	57.2	41.2
Charges administratives et commerciales	(23.5)	(24.9)
Autres produits et charges opérationnels	(4.8)	0.5
Charges financières	(0.1)	(0.2)
Résultat de cession des actifs	0.7	0.9
Résultat opérationnel	29.5	17.5
Quote part dans le résultat des entreprises associées	4.1	1.3
Charge d'impôts sur le résultat	(11.8)	(5.0)
Résultat net	21.8	13.9
Intérêts minoritaires	0.5	0.2
Résultat net de l'exercice - part Groupe	21.2	13.7

Rapprochement de la marge brute

Marge brute compte de résultat (a)	57.2	41.2
<i>Retraitement des :</i>		
<i>Produits d'intérêts</i>	<i>(0.4)</i>	<i>(1.2)</i>
<i>Résultat de cession des actifs</i>	<i>0.7</i>	<i>0.9</i>
Marge brute (information sectorielle note 15)	57.5	40.9

C. ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice. »

Fait à Colombes, le 30 août 2010



Dominique Bouvier

Président Directeur Général

D. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2010

Période du 1^{er} janvier 2010 au 30 juin 2010

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société ENTREPOSE Contracting S.A., relatifs à la période du 1^{er} janvier 2010 au 30 juin 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I – CONCLUSION SUR LES COMPTES

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II – VERIFICATION SPECIFIQUE

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Marcq en Barœul, le 31 août 2010

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Laurent Prévost
Associé

Christophe Gachet
Associé

Paris, le 31 août 2010

Maupard Fiduciaire

Patrick Maupard
Associé

CONTACTS

ENTREPOSE Contracting

Clarisse Lebreton

Tel. : 01 57 60 93 00

NewCap.

Axelle Vuillermet

Tél. : 01 44 71 94 94

entrepouse@newcap.fr



ENTREPOSE CONTRACTING

165 boulevard de Valmy

92700 Colombes / France

Tél. : + 33 (0) 1 57 60 93 00

Fax : + 33 (0) 1 57 60 93 01

www.entrepose.fr